

# analyse

## Effets des accords bilatéraux sur l'emploi en Suisse

*Patrick Dümmler et Peter Grünenfelder*

Les Accords bilatéraux I sont en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002. Ce paquet de sept dossiers régit les relations économiques entre la Suisse et l'Union européenne (UE). Lors de la votation populaire du 21 mai 2000, le souverain suisse l'a approuvé à 67,2%. Les négociations de neuf autres dossiers ont débouché sur les Accords bilatéraux II et, depuis lors, de nombreuses études en ont examiné les effets sur la Suisse sous différents angles. Des analyses sont également en cours d'actualisation et de nouvelles publications voient le jour dans le cadre de la discussion en cours sur un accord-cadre institutionnel visant à introduire le principe de la mise à jour dynamique des accords d'accès au marché. La plupart de ces études concluent que l'intégration plus étroite de la Suisse à l'UE résultant de la mise en œuvre des accords bilatéraux a apporté à notre pays des avantages économiques globaux. La présente analyse se concentre sur les évolutions concernant l'emploi dépendant des exportations vers le marché de l'UE depuis l'entrée en vigueur des Accords bilatéraux I. L'impact sur l'emploi est analysé au niveau cantonal.

## 1. Le développement économique à l'ère des bilatérales

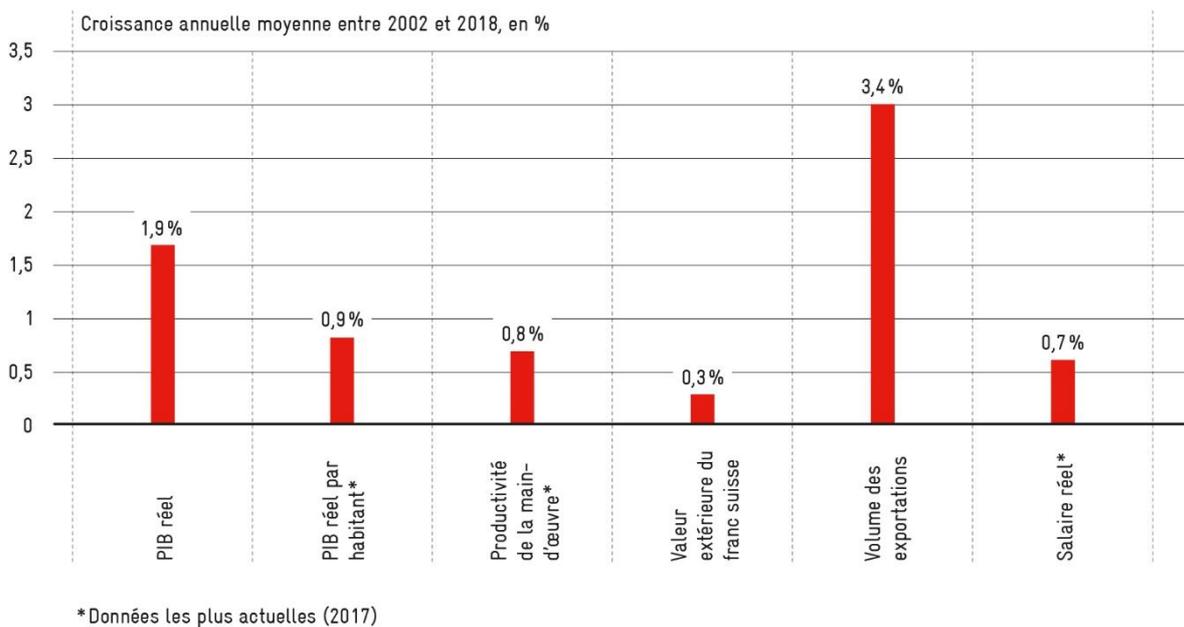
Pour évaluer les traités bilatéraux, il est central d'étudier leur influence sur la performance économique de la Suisse – cet élément est donc au cœur de la discussion sur l'accord institutionnel. Aussi simple que cela puisse paraître, il est pourtant difficile d'isoler l'effet des accords bilatéraux en raison des données disponibles et des autres influences qui s'exercent sur le développement économique.

L'analyse des données économiques récoltées depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux entre 2002 et 2018 montre que le développement économique a été globalement positif durant cette période. L'essor des exportations, en particulier, a été l'un des principaux moteurs de la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel par habitant avec en moyenne une augmentation de 0,9 % par an. Cela s'est soldé par une évolution moyenne des salaires réels de +0,7% par an (cf. figure 1 ; Grünenfelder et Schellenbauer, 2018).

Figure 1

### Le développement économique en Suisse à l'ère des bilatérales (2002–2018)

Les indicateurs économiques les plus importants ont continué à s'améliorer depuis l'entrée en vigueur des Accords bilatéraux I. Le volume des exportations, en particulier, a fortement augmenté.



Source: Propres calculs basés sur SECO (2019), OCDE (2019a), Banque nationale suisse (2019a), Administration fédérale des douanes (2019), Office fédéral de la statistique (2018a), Office fédéral de la statistique (2019a)

Le nombre d'employés est non seulement un facteur important, mais ce dernier peut aussi être perçu directement par le grand public. Statistiquement, les employés sont définis comme toutes les personnes (salariés et indépendants) qui produisent des biens ou des services<sup>1</sup>. Selon les chiffres de l'Office fédéral

<sup>1</sup> Les employés sont dérivés de la demande de main-d'œuvre et peuvent également être décrits comme des postes occupés. «Une personne ayant plusieurs contrats de travail a plusieurs emplois dans la mesure où les contrats de travail sont conclus avec des entreprises différentes. Par contre, si elle a plusieurs contrats avec un seul employeur, un seul emploi est recensé», selon l'Office fédéral de la statistique (2019b).

de la statistique, le nombre d'employés en Suisse a augmenté d'environ 1,2 million depuis 2001<sup>2</sup>. En équivalent temps plein, cela représente une augmentation de près de 600'000 employés sur la période 2005-2014, les données n'étant pas disponibles pour une période antérieure. Les effectifs et les équivalents temps plein ont augmenté de manière quasi continue, même durant la crise financière et monétaire et malgré le fait que le franc suisse s'est temporairement apprécié de manière abrupte durant cette période. Les exportations ont été un moteur important de la croissance de l'emploi, en particulier lorsque l'économie allemande, de loin le plus important marché de vente, s'est fortement redressée au milieu des années 2010.

## 2. Importance élevée du marché intérieur de l'UE pour les exportations suisses

En termes relatifs, entre 2002 et 2018, la part de l'UE dans le total des exportations suisses de biens est passée de 64% à 52%, tandis que la part des pays tiers a augmenté (Dümmler, 2016 ; Administration fédérale des douanes, 2019)<sup>3</sup>. Cela démontre la bonne diversification de l'économie d'exportation suisse, qui est active avec succès non seulement sur les marchés européens, mais aussi sur les marchés mondiaux. Avec la sortie prévue du Royaume-Uni de l'UE («Brexit»), la part de l'UE tombera sous la barre des 50%. En ce qui concerne la valeur ajoutée en Suisse, c'est-à-dire, en fin de compte, la création d'emplois, ce ne sont pas les chiffres relatifs qui sont décisifs, mais les chiffres absolus. Depuis 2002, les exportations de marchandises vers l'UE ont augmenté de près de 35 milliards de francs. Par rapport aux cinq marchés d'exportation les plus importants après l'UE pour les entreprises suisses, cette augmentation correspond à peu près aux gains commerciaux cumulés des exportations de marchandises vers les Etats-Unis (deuxième marché d'exportation en importance) et vers la Chine (troisième marché d'exportation en importance ; voir figure 2).

Grâce aux accords bilatéraux et à la forte orientation de son économie vers l'exportation, la Suisse entretient des liens supérieurs à la moyenne avec le marché intérieur de l'UE. Selon une étude (avec des données de 2012), la Suisse se classe au troisième rang après la Belgique et l'Irlande et se place bien avant les autres pays de l'UE en termes de degré d'intégration économique (EU-Index, 2019 ; Schellenbauer et Schwarz, 2015).

---

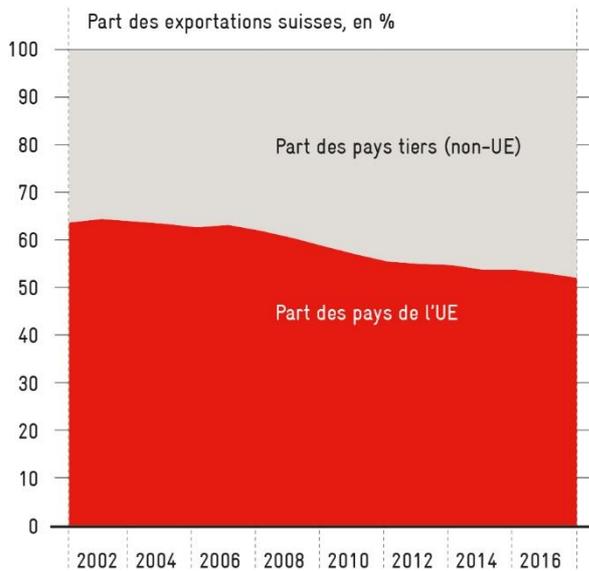
<sup>2</sup> Les données sont tirées du recensement des entreprises jusqu'en 2008 (pas d'enquête annuelle ; Office fédéral de la statistique 2019c) et, pour les années suivantes, de la statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique (2019d).

<sup>3</sup> Idéalement, les exportations de services devraient également être incluses, mais ces chiffres ne sont pas disponibles avant 2012 (Banque nationale suisse 2019b).

Figure 2

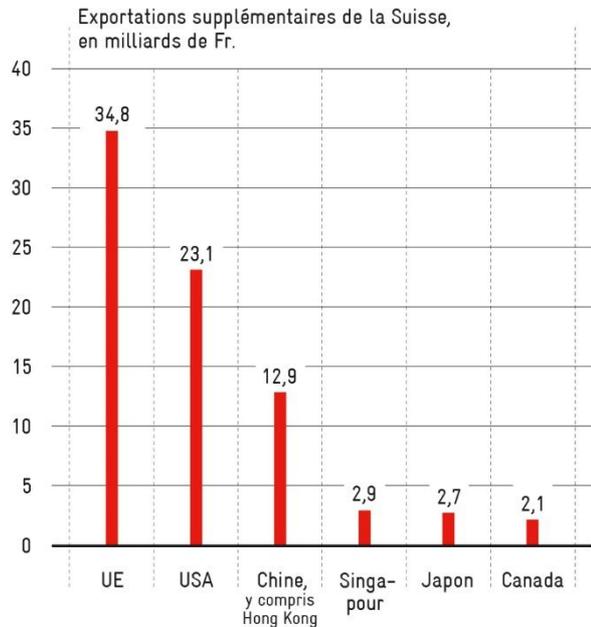
**Part relative des exportations suisses de marchandises vers l'UE et les pays tiers (2002–2016)**

La part relative des exportations suisses de marchandises à destination des pays de l'UE a diminué au cours de la période 2002 à 2016.



**Croissance absolue des exportations de la Suisse avec ses six principaux partenaires commerciaux (2002–2018)**

L'augmentation des exportations suisses de marchandises vers l'UE en 2018 par rapport à 2002 a été presque aussi importante que l'augmentation des exportations cumulées de marchandises vers les deuxième (USA) et troisième (Chine) marchés en importance.



Source: Administration fédérale des douanes (2019)

**3. Environ un million d'employés en Suisse dépendent du marché intérieur de l'UE**

Depuis l'entrée en vigueur des Accords bilatéraux I, le nombre d'employés en Suisse qui dépendent directement des exportations vers le marché intérieur de l'UE a augmenté de 39% en passant de 617'000 (2002) à 860'000 (2016, derniers chiffres disponibles). Par rapport à l'ensemble des salariés, la proportion est passée de 15,8% à 16,8%. Il s'agit d'une estimation car, d'une part, l'ensemble du secteur du tourisme n'a pas été inclus et, d'autre part, les effets indirects sur l'emploi (effets multiplicateurs) n'ont pas non plus été pris en compte (voir encadré).

Les relations économiques bilatérales de la Suisse avec les pays de l'UE profitent actuellement à près d'un million de personnes, ce qui représente entre un cinquième et un sixième de la main-d'œuvre suisse. Cette estimation est corroborée par des études de l'OCDE (2016), qui estiment qu'environ 50% des employés en Suisse travaillent dans le secteur de l'exportation. Avec plus de 51% du total des exportations suisses vers l'UE et plus de 5,1 millions d'employés en Suisse, cela représente environ 1,3 million de personnes dont les emplois dépendent de l'accès au marché européen.

## Encadré : Principes fondamentaux de l'estimation

### Question centrale et formule de calcul

Combien d'employés par canton dépendent des exportations vers l'UE ?

Une approximation peut être faite en utilisant la formule suivante :

$$b_n^{xeu} = \frac{g_n^{xeu} * g^{va} + d_n^{xeu} * d^{va}}{y_n} * b_n$$

### Variables

<i>n</i>	canton n
<i>b</i>	employés
<i>x</i>	exports de marchandises ou de services
<i>eu</i>	échange de marchandises ou de services avec l'UE
<i>g</i>	marchandises ou biens
<i>d</i>	services
<i>va</i>	part de la valeur ajoutée nationale
<i>y</i>	produit intérieur brut (PIB)

### Informations techniques

- Les employés (*b*) désignent les postes occupés. «Tout en recouvrant en grande partie la même notion, les «emploi» et les «personnes actives occupées» ne coïncident pas, dans la mesure où une personne peut occuper plusieurs emplois». (Office fédéral de la statistique, 2018b, p. 6). Le nombre d'employés n'étant pas disponible pour 2002, le nombre de personnes occupées en 2001 a été utilisé comme approximation (sur la base des données du recensement des entreprises) (Office fédéral de la statistique, 2019c et 2019d).

- Pour les exportations de marchandises ( $g^{xeu}$ ), les chiffres cantonaux ont été utilisés en excluant l'or en lingots et autres métaux précieux, les pierres précieuses et semi-précieuses ainsi que les œuvres d'art et antiquités, ce que l'on appelle «l'aperçu conjoncturel» total (total 1). Les exportations de marchandises non attribuées à un canton par l'Administration fédérale des douanes (2002 : 3,4% ou 2016 : 1,2% des exportations totales) ont été attribuées aux cantons proportionnellement à leurs exportations de marchandises (Administration fédérale des douanes, 2019).

- La détermination des exportations de services sur une base cantonale ( $d^{xeu}$ ) s'est basée sur les exportations de services de la Suisse vers l'UE. Pour 2002, le taux de croissance annuel moyen (TCAM) des exportations de services de la Suisse vers l'UE pour la période 2012-2017 a d'abord dû être déterminé (fourchette entre les données les plus anciennes et les plus récentes disponibles). Ce taux de croissance a ensuite été utilisé pour les calculs jusqu'en 2002. En l'absence de chiffres cantonaux pour les exportations de services, les chiffres suisses ont été répartis entre les cantons en fonction du nombre d'employés par canton dans le secteur tertiaire. Pour 2002, seuls les chiffres cantonaux de l'emploi pour 2001 étaient disponibles. Les services touristiques n'ont pas été inclus dans les chiffres relatifs aux exportations de services, car la Suisse pourrait garantir l'accès des touristes même sans accès préférentiel au marché de l'UE, par exemple en supprimant unilatéralement l'obligation de visa (Office fédéral de la statistique, 2019c et 2019d, Banque nationale suisse, 2019b).

- La part de valeur ajoutée nationale (*va*) corrige les exportations à l'aide d'un facteur qui soustrait les composantes ou la consommation intermédiaire achetées à l'étranger. Celle-ci repose sur le ratio «Echanges en valeur ajoutée» (EVA), «Valeur ajoutée domestique des exportations brutes» pour la Suisse. Pour les marchandises, les valeurs de «Industries (extraction, fabrication, électricité, gaz et eau)» ont été choisies, ainsi que «Total des services» pour les services. Comme aucune donnée n'était disponible pour 2002, la valeur de 2005 a été utilisée (valeur la plus ancienne disponible) (OCDE, 2019b).

- Les chiffres du PIB cantonal (*y*) pour 2016 peuvent être tirés des statistiques. Les valeurs pour 2002 ont ensuite été calculées approximativement en utilisant la répartition proportionnelle du PIB de la Suisse en 2002 sur la base du PIB cantonal 2008 (plus ancien chiffre disponible) (Office fédéral de la statistique, 2018c).

- Enfin, les effectifs cantonaux calculés selon la formule ci-dessus, qui dépendent des exportations vers l'UE, ont été arrondis à 1000 ou, pour Appenzell Rhodes-Intérieures, à 100 salariés.

L'analyse le montre : la croissance de l'emploi a largement profité à tous les cantons et toutes les régions, et pas seulement aux cantons frontaliers et à ceux du plateau, qui ont bénéficié en 2002 de meilleures «conditions initiales» en raison de leur situation géographique et de leur structure économique (voir figure 3). Parallèlement à la poursuite de l'intégration dans le marché européen, la place économique suisse a largement profité de la division du travail dans les chaînes de valeur mondialisées, car des activités à forte intensité de valeur ajoutée y ont été créées.

Les exportations de produits relatifs à la santé, telles que les préparations pharmaceutiques et biotechnologiques, les produits de technologie médicale et les diagnostics, sont probablement la principale source d'emploi. Dans les cantons d'Argovie et de Bâle-Campagne, par exemple, les exportations de l'industrie des technologies de la santé vers l'UE ont fortement augmenté. Ces deux cantons ont probablement bénéficié non seulement du développement de nouvelles capacités, mais aussi des délocalisations de Bâle-Ville. En outre, l'effet dit de Rotterdam pourrait également jouer un rôle pour Bâle-Campagne<sup>4</sup>. Dans le canton de Genève, la croissance de l'emploi dans les exportations vers l'UE est largement imputable aux secteurs de l'horlogerie et de la bijouterie. Les exportations vers l'UE ont augmenté sensiblement dans le secteur des produits agricoles pour le canton de Vaud, ainsi que dans le secteur des instruments de précision – y compris d'équipements de technologie médicale – pour le canton de Zurich.

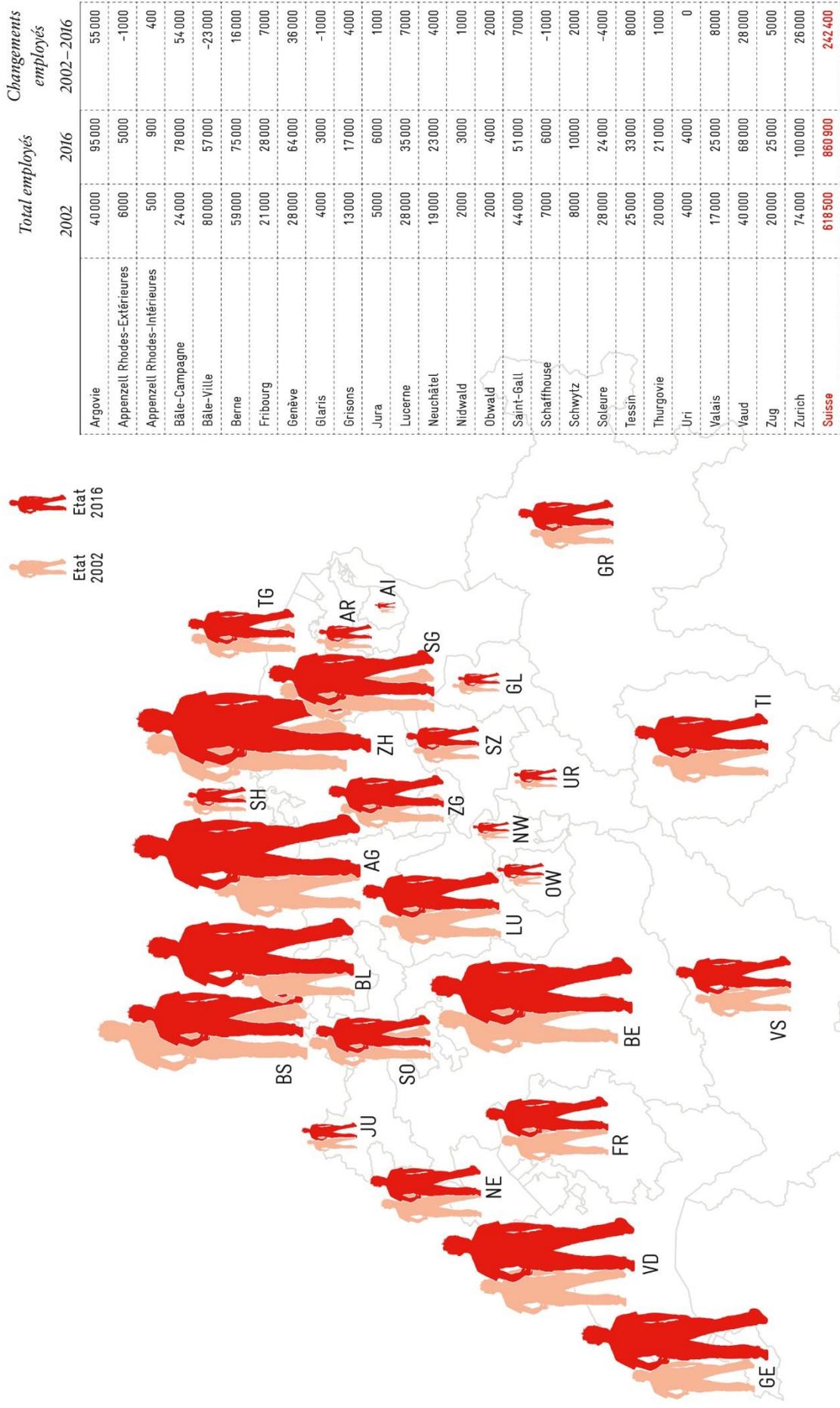
---

<sup>4</sup>. L'«effet Rotterdam» fait référence au fait que de nombreuses marchandises sont d'abord acheminées vers les grands ports de fret avant d'être transportées par bateau vers leur destination réelle. Le port de marchandises (ou le pays en question) est souvent incorrectement enregistré comme destination de l'exportation. En Suisse, cela pourrait signifier que les marchandises expédiées de l'un des ports rhénans de Bâle-Ville ou de Bâle-Campagne (Birsfelden et Muttenz) sont mal comptées comme exportations depuis le canton concerné. Les exportations de marchandises des deux cantons pourraient donc être statistiquement surestimées. Au niveau de l'ensemble de la Suisse, cet effet est inversé.

Figure 3

Evolution du nombre d'employés (2002 - 2016) dont les biens et les services sont exportés vers l'UE

En 2016, 20 cantons suisses ont enregistré une augmentation du nombre de personnes employées dans la production de biens ou de services exportés vers l'UE par rapport à 2002. Au total, le nombre de personnes ainsi employées a augmenté de plus de 242 000.



Source: Propres calculs basés sur Administration fédérale des douanes (2019), Banque nationale suisse (2019b), Office fédéral de la statistique (2018c, 2019c, 2019d), OCDE (2019b)

## 4. Conclusion

En tant que pays exportateur, la Suisse vend chaque jour près de 900 millions de francs de biens et de services à l'étranger. De ces ventes, 52%, soit 169 milliards de francs par an, sont réalisées avec l'UE (données pour 2017, Administration fédérale des douanes, 2019). Le fait que les entreprises suisses s'orientent prioritairement vers les Etats membres de l'UE, ce «marché sur le pas de notre porte», est si important d'un point de vue économique que, selon des estimations prudentes, plus de 860'000 employés sur le marché du travail suisse en bénéficient directement. Si l'on tient compte des effets indirects, on peut conclure qu'aujourd'hui, environ un million de travailleurs en Suisse bénéficient de l'accès au marché intérieur de l'UE.

La mondialisation croissante des chaînes de valeur constitue un autre avantage pour le très productif secteur suisse de l'exportation. De plus en plus de composants et d'intrants proviennent de pays tiers et sont assemblés et affinés en Suisse. L'ensemble de l'industrie d'exportation suisse profite des prix de gros souvent plus bas des pays de l'UE. Ainsi, les produits suisses peuvent également être proposés de manière compétitive sur le marché intérieur de l'UE, ce qui a des effets positifs sur le volume des exportations et l'emploi en Suisse.

L'accès direct et garanti de la Suisse au marché intérieur européen s'est avéré être un «catalyseur pour l'emploi», dont profitent non seulement l'économie tournée vers l'exportation (Meyer et al., 2018), mais aussi l'économie intérieure, par exemple grâce à une consommation plus forte. Par conséquent, ces effets économiques doivent également être pris en compte dans la discussion en cours sur l'accord institutionnel. Cet accord permettrait à la Suisse de continuer à participer au marché intérieur sur un pied d'égalité avec les pays membres de l'UE grâce à son accès préférentiel.

## Littérature

Administration fédérale des douanes (2019) : Swiss-Impex. <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/> (consulté le 04.03.2019).

Banque nationale suisse (2019a) : Taux d'intérêt, rendements et marché des changes – Indices du cours de change effectif du franc. <https://data.snb.ch/fr/topics/ziredev#!/chart/devwkieffinerech> (consulté le 06.03.2019).

Banque nationale suisse (2019b) : Balance suisse des paiements – Balance des transactions courantes Services selon le pays – Année. [https://data.snb.ch/fr/topics/aube#!/cube/bopserva?fromDate=2012&toDate=2017&dimSel=D0\(T0,EU\),D1\(DTEX\),D2%E2%82%AC](https://data.snb.ch/fr/topics/aube#!/cube/bopserva?fromDate=2012&toDate=2017&dimSel=D0(T0,EU),D1(DTEX),D2%E2%82%AC) (consulté le 04.03.2019).

Dümmler, Patrick (2016) : Pour une Suisse ouverte aux échanges commerciaux. Zurich : Avenir Suisse.

EU-Index (2019) : EU-Schweiz-Index. [http://www.eu-index.uni-goettingen.de/?page\\_id=606](http://www.eu-index.uni-goettingen.de/?page_id=606) (consulté le 07.03.2019).

Grünenfelder, Peter et Schellenbauer, Patrik (ed.) (2018) : Livre blanc Suisse – Six esquisses d'avenir. Zurich : Avenir Suisse.

Mayer, Thierry ; Vicard, Vincent et Zignago, Soledad (2018) : The Cost of Non-Europe, Revisited. In : Banque de France Working Papers, Nr. 673. Banque de France.

OCDE (2016) : Emploi et chaînes de valeur mondiales – Mesurer l'impact de la demande finale extérieure sur le marché du travail local. <http://www.oecd.org/fr/sti/ind/contenu-en-emploi-de-la-demande-finale-exterieure.htm> (consulté le 04.03.2019).

OCDE (2019a) : Niveaux de PIB par tête et de productivité. – PIB par heure de travail. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=63c07edd-49a2-464e-9fc5-25e09c4d28c1&themeid=17> (consulté le 06.03.2019).

OCDE (2019b) : Echanges en Valeur Ajoutée (EVA) – Principaux indicateurs [https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TIVA\\_2018\\_C1](https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TIVA_2018_C1) (consulté le 07.03.2019).

Office fédéral de la statistique (2018a) : PIB réel par habitant. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/themes-transversaux/mesure-bien-etre/tous-indicateurs/economie/pib-reel-par-habitant.html> (consulté le 06.03.2019).

Office fédéral de la statistique (2018b) : Vie active et rémunération du travail – Définitions. Neuchâtel. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration.assetdetail.6468417.html>.

Office fédéral de la statistique (2018c) : Produit intérieur brut selon son affectation. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/economie-nationale/comptes-nationaux/produit-interieur-brut.assetdetail.5966178.html>.

Office fédéral de la statistique (2019a) : Indice suisse des salaires par branche économique : indice et variation sur la base 1993 = 100 (NOGA02). <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/salaires-revenus-cout-travail/evolution-salaires.html> (consulté le 06.03.2019).

Office fédéral de la statistique (2019b) : STATENT – Questions fréquentes (FAQ). <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/enquetes/statent.html> (consulté le 04.03.2019).

Office fédéral de la statistique (2019c) : Etablissements et emplois selon le canton et le genre économique (RE). [https://www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/fr/px-x-0602050000\\_104/px-x-0602050000\\_104/px-x-0602050000\\_104.px?rxid=dd47d8be-151e-414d-8805-a432ac24bb52](https://www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/fr/px-x-0602050000_104/px-x-0602050000_104/px-x-0602050000_104.px?rxid=dd47d8be-151e-414d-8805-a432ac24bb52) (consulté le 04.03.2019).

Office fédéral de la statistique (2019d) : Etablissements et emplois selon le canton et la division économique. [https://www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/fr/px-x-0602010000\\_101/px-x-0602010000\\_101/px-x-0602010000\\_101.px?rxid=87f3a704-ba10-4de8-83a6-7a88ee939267](https://www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/fr/px-x-0602010000_101/px-x-0602010000_101/px-x-0602010000_101.px?rxid=87f3a704-ba10-4de8-83a6-7a88ee939267) (consulté le 04.03.2019)

Schellenbauer, Patrik et Schwarz, Gerhard (ed.) (2015) : Bilatérales – what else ? Zurich : NZZ.

SECO (2019) : Valeurs trimestrielles du produit intérieur brut. <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/bip-quartals-schaetzungen/-daten.html> (consulté le 06.03.2019).